

9 février 1980, une dizaine de jours avant les élections. Il a dit ceci: «Je puis vous dire que les libéraux s'y prendront différemment des conservateurs. Cette taxe de 18c. sur l'essence, qui est nécessaire pour payer cette promesse électorale conservatrice, cette taxe, dis-je, vous pouvez l'oublier. C'est fini. Il n'en est plus question.»

Puis, une annonce d'une page entière parut, cette fois-ci dans le *Guardian* de Charlottetown, le samedi 16 février 1980, deux jours avant les élections, mais elle parut aussi dans un journal sur deux d'un bout à l'autre du pays. L'annonce libérale était ainsi libellée: «Le moment est venu de passer aux programmes libéraux et d'en finir avec les promesses conservatrices de Clark». Et surtout: «Les libéraux rejettent carrément la hausse de 18c. le gallon projetée pour la taxe d'accise sur l'essence et les carburants diesel. Avec le budget conservateur, les consommateurs auraient à subir une hausse de 32c. le gallon d'essence en 1980. Avec une administration libérale, la hausse sera inférieure à 14c. Le prix que proposent les libéraux représentera moins de la moitié de ce que les conservateurs projettent d'imposer aux Canadiens.»

Ce qui est intéressant ici, ce n'est pas que les libéraux promettent de ne pas imposer une taxe d'accise de 18c. le gallon ou d'en imposer une de moins de 18c., mais qu'ils disent que le total des augmentations des prix énergétiques proposées par les conservateurs dans le budget Crosbie serait de 32c. et que si les libéraux remportaient les élections, le montant global des augmentations seraient de moins de 14c. Nous savons quelle est la vérité.

Nous savons ce qui est arrivé depuis que les libéraux sont au pouvoir, et encore plus depuis qu'ils ont rejeté le budget Crosbie et le gouvernement Clark le 13 décembre 1979. Dans ma circonscription de Charlottetown, en décembre 1979, le prix d'un gallon d'essence régulière sans plomb était de \$1.26. Ce n'est qu'un exemple, mais la situation est la même partout dans notre grand pays. En juin 1981, le prix d'un gallon d'essence régulière sans plomb est de \$1.95 ou 69c. de plus.

En décembre 1979, quand les libéraux ont rejeté le budget Crosbie et défait le gouvernement Clark, le prix d'un gallon de fuel domestique était de 74.2c. dans la ville de Charlottetown. Aujourd'hui, en juin 1981, le même produit à Charlottetown coûte \$1.25, soit 50.8c. de plus.

M. Baker (Nepean-Carleton): Toute une promesse!

M. McMillan: C'est toute une promesse, en effet! Le prix de l'essence de 69c. et le prix du mazout de 50.8c. environ. Où cela s'arrêtera-t-il? Une autre augmentation est prévue pour juillet, le mois prochain, et il y aura probablement une autre augmentation du prix à la tête du puits d'au moins \$1 le baril de pétrole en septembre, ce qui vaudra dire une augmentation d'environ 6c. le gallon d'essence pour les consommateurs. Ce qu'il faut retenir, c'est que ces augmentations ne touchent pas seulement le prix de l'essence, ce qui serait déjà assez pénible, mais aussi le prix du mazout. Elles touchent donc les personnes âgées qui essaient d'assumer les frais croissants de chauffer leur maison, les pêcheurs qui essaient de subsister dans une industrie où il est déjà difficile de joindre les deux bouts...

L'énergie

M. Baker (Nepean-Carleton): La ferme.

M. McMillan: Oui, elles touchent les agriculteurs. Elles touchent tous les Canadiens sans exception. Si les augmentations prévues dans le budget Crosbie avaient touché quelqu'un, c'aurait été ceux qui ont le choix d'utiliser ou non leur voiture et bien des Canadiens auraient eu droit à un crédit d'impôt à l'énergie et à d'autres avantages qui auraient atténué les conséquences de ces augmentations.

Mon discours sera nécessairement abrégé ce soir comme il se fait tard. Par ailleurs, à titre d'habitant des Maritimes, je tiens à souligner à quel point je suis consterné de voir que le gouvernement, qui compte sur l'appui électoral du centre du Canada, du Québec et de l'Ontario pour rester au pouvoir, essaie d'imposer aux provinces de l'Ouest, qui auraient enfin une chance de stimuler leur économie, un prix pour l'énergie qui risque de les anéantir. Les provinces de l'Ouest perdront leur seule occasion de devenir autonomes dans une certaine mesure du point de vue économique et d'être sur le même pied que les autres provinces.

Je ne comprends pas pourquoi le gouvernement insiste obstinément pour maintenir les éléments du Programme énergétique national qui écraseront l'industrie pétrolière et gazière, qui seront tout à fait injustes envers les provinces productrices de pétrole et qui ne feront rien pour favoriser l'autarcie énergétique et pour laisser de côté les quelques éléments du Programme énergétique qui ont quoi que ce soit à offrir au peuple canadien. Je pense en particulier aux dispositions du Programme énergétique national qui étaient destinées à profiter à ma province de l'Île-du-Prince-Édouard. En page 92 du PEN, il y a une très heureuse proposition à l'effet de «prolonger, à un coût dépassant neuf millions de dollars sur quatre ans, l'entente sur les économies d'énergie et l'énergie renouvelable conclue avec l'Î.-P.-É.»; pourtant cette proposition, qui faisait partie d'un très petit nombre devant profiter à une certaine région du pays, va être abandonnée.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a annoncé à son homologue de l'Île-du-Prince-Édouard, l'honorable Barry Clark, que cette entente sur l'énergie renouvelable promise en page 92 du Programme énergétique national, donc constituant un engagement ferme, va être abandonnée. Cette entente qui a rendu de grands services à l'Île-du-Prince-Édouard, et sur laquelle cette province comptait beaucoup et espérait voir renouveler, va être sacrifiée malgré l'engagement ferme donné. Rien absolument n'y sera substitué pour permettre à l'Île-du-Prince-Édouard et aux autres provinces atlantiques d'atteindre à une certaine autosuffisance énergétique.

En terminant cette très brève intervention, je tiens à dire qu'il n'y a rien de commun entre l'approche des libéraux et celle du parti progressiste conservateur en matière énergétique. Lorsque le gouvernement Clark était au pouvoir, il a joué franc jeu avec les Canadiens au sujet de ses objectifs énergétiques et de la facture qu'il faudrait payer pour les réaliser. Quant au parti libéral, il a promis aux Canadiens des bas prix énergétiques et il leur donne le contraire exactement. Pour parvenir au pouvoir il a recouru à tous les subterfuges. Il a peut-être réussi, mais les Canadiens paieront longtemps le prix de ces subterfuges.